



Décision n° 2018-302

autorisant des travaux d'ouverture de milieux agropastoraux ou de parcours
situés dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.331-4 et L.331-4-1,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 notamment son article 7,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 17 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le courrier en date du 23 août 2017 co-signé par le directeur du Parc national et celui de l'Office National des Forêts ,

VU l'avis du Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 15 mars 2017,

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une coupe susceptible d'être préjudiciable à la conservation d'une espèce végétale et de trois espèces animales remarquables (Buxbaumie verte, Tétraz-Lyre, Chevêchette et Chouette de Tengmalm) si celle-ci n'est pas encadrée,

CONSIDERANT que les coupes envisagées ne doivent pas entrer dans le champs réglementaire du défrichement au sens du code forestier,

Décide :

Article 1er :

Monsieur Ascenzi Yvan, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des travaux de coupe d'arbres dans le cœur du Parc national du Mercantour ayant pour objectif l'ouverture de mélèzin à des fins paysagère et pastorale.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour la période **du 15 août 2018 au 31 décembre 2018** sur le secteur identifié sur la carte présente en annexe.

Article 3 :

Descriptif synthétique des travaux prévus :

Parcelles cadastrales	A123, A111
Surface totale des parcelles (ha)	35,4 ha
Surface totale de la zone de prélèvements autorisés	1,2 ha
Type de peuplement	Mélézin et bois noirs
Essences récoltées	Mélèze, sapin

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu de respecter les obligations générales suivantes :

4.1. Tel qu'identifié par marquage des arbres le 27 juillet 2018 en présence des agents du Parc national du Mercantour et de l'Office national des forêts, le bénéficiaire est tenu de strictement respecter le prélèvement décrit au tableau suivant. L'abattage de tout autre arbre est interdit.

Diamètre (cm)	Nombre de Mélèze	Nombre de Sapin
25	28	2
30	28	1
TOTAL	56	3

4.2. Le bénéficiaire n'est pas autorisé à créer de nouvelle piste ni de traîne de débardage. L'utilisation d'engins motorisés n'est autorisée si besoin, que pour l'acheminement du bois coupé vers la cabane pastorale.

4.3. La coupe et la gestion des rémanents (branchages, troncs) seront réalisées uniquement à l'aide d'outils manuels et/ou thermiques portatifs ; l'arrachage des souches ou des rejets n'est pas autorisé ;

4.4. Le bénéficiaire est tenu de conserver tous les arbres morts au sol ou sur pied, ainsi que les arbres vivants présentant des fissures, cavités, fentes, bois mort dans le houppier ou cime foudroyée ;

4.5. Le bénéficiaire est tenu de conserver systématiquement les arbres feuillus, les haies et les bosquets denses.

4.6. Tout brûlage des rémanents sur la zone des travaux est interdit ;

4.7. Les rémanents (troncs débités en bûches ou branches) sont mis en petits tas en amont d'une souche. L'utilisation comme bois de chauffage pour l'intérieur des bâtiments pastoraux présents sur l'alpage est autorisée, sous réserve de maintenir au minimum un tiers des volumes coupés sur place, non brûlés ;

4.8. Tout déversement de consommables liquides (huile de tronçonneuse, mélange de carburants...) dans les milieux est interdit. Tout autre déchet est évacué de la zone de travaux et stockés aux abords de la cabane pastorale pour évacuation ultérieure dans les filières de traitement agréées.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu de se conformer aux éventuelles prescriptions et indications spécifiques qui pourront lui être données à l'occasion des contrôles effectués par les agents du Parc national du Mercantour.

Tout événement susceptible d'affecter la mise en œuvre des travaux de manière importante, sera signalée au plus tôt aux représentants locaux du Parc national du Mercantour, en prenant contact aux coordonnées suivantes :

- service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00
chef de S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr) et son adjoint
CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 7 :

La finalisation des travaux fera l'objet d'un contrôle de conformité par un agent du Service territorial de la Roya-Bévéra du Parc national du Mercantour, effectué en présence du bénéficiaire.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

La présente décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès de la commune, propriétaire des arbres et de l'Office National des Forêts, qui en est gestionnaire.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur le milieu naturel. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 10 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision avis sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de 3 mois à compter de son édicition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 7 août 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER

Annexe : Zone d'exploitation autorisée en 2018

